

Riposte des syndicats face à l'obligation vaccinale



Article rédigé par *lecourrierdesstrategies.fr*, le 25 août 2021

Source [*lecourrierdesstrategies.fr*] La loi 2021-1040 relative à la gestion de la crise sanitaire de la Covid-19, adoptée à marche forcée, en plein été, s'est traduite, entre autres choses, par l'obligation faite aux salariés des secteurs médicaux et para-médicaux d'être vaccinés afin de pouvoir continuer à exercer leur activité et par la nécessité, pour les salariés de plusieurs secteurs d'activité, de disposer d'un "passe sanitaire", afin là encore de pouvoir continuer à exercer leur métier.

Confrontés à ces évolutions du droit du travail clairement défavorables aux salariés, les syndicats les ont globalement dénoncées mais n'ont pas été en mesure – et n'y sont toujours pas – d'opposer une riposte efficace au gouvernement.

A la fin du mois de juillet, à l'occasion du (très bref) débat public suscité par le projet de loi sur la gestion de la crise sanitaire, presque toutes les confédérations syndicales de salariés ont pris la parole afin d'exprimer leur refus de la mise en œuvre de sanctions pour les salariés non vaccinés ou n'ayant pas un passe sanitaire en temps voulu – et notamment, de la création d'un nouveau motif de licenciement lié à l'état de santé du salarié.

Sans grande surprise, la [CGT](#), [FO](#) et [Solidaires](#) s'exprimaient de manière comparable au sujet du projet de loi porté par le gouvernement. Se déclarant favorables à la vaccination comme outil de sortie de la crise sanitaire, elles dénonçaient toutefois vivement la mise en place de sanctions – et notamment, le possible licenciement – contre les salariés qui, à l'échéance prévue par la loi, ne seraient pas vaccinés ou qui ne disposeraient pas d'un passe sanitaire valable. Ainsi, la CGT jugeait que ces sanctions étaient des "mesures régressives" aux "conséquences graves", tandis que Solidaires s'élevait "contre le passe sanitaire qui se construit contre les travailleuses et les travailleurs, avec des menaces fortes (pertes de salaires, mises à pied, licenciements...), et qui met en danger le secret médical".

Parallèlement à ces réactions, d'autres provenaient de deux centrales traditionnellement plus modérées : la CFE-CGC et la CFTC. Par le moyen d'un [communiqué de sa section parisienne](#), la seconde faisait savoir son opposition à la "création d'un motif de licenciement lié au choix de la non vaccination" et insistait sur le caractère vital du "salaire" pour les travailleurs. La CFE-CGC, pour sa part, [sortait de son silence](#) à l'endroit de la politique sanitaire gouvernementale afin de déplorer le "dérapage [...] énorme" que constituait, de son point de vue, la "la sanction en cas de non-présentation du pass sanitaire". "C'est transgressif, dangereux et inquiétant de voir apparaître pour la première fois un motif de licenciement à la charge du salarié pour une raison relevant de sa vie privée" justifiait l'organisation de l'encadrement.

Au milieu de ce concert de réactions critiques, l'absence de prise de parole officielle de la CFDT était remarquée.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)